Journal DNA - Mardi 17 novembre 2026

Strasbourg

L'inquiétude de voir la France « tourner le dos à l'Ukraine » : deux réfugiées témoignent

Entre la fin d'un dispositif d'accueil, dans le Bas-Rhin, jusqu'ici réservé aux réfugiés ukrainiens et des incertitudes liées à l'élection présidentielle française en 2027, la crainte d'assister à un désengagement de la France envers leur pays gagne certains réfugiés ukrainiens à Strasbourg.



Alla Pavlenko (à g.) et Oleksandra Marchenko sont toutes les deux arrivées en 2022 à Strasbourg, pour échapper à la guerre dans leur pays. Quatre ans plus tard, par leur témoignage, elles donnent à voir la situation de leurs compatriotes en France. Photos Alla Pavlenko et Thomas Toussaint

Fin août, le dernier centre d'hébergement du Bas-Rhin dédié aux réfugiés ukrainiens arrivant en Alsace a fermé ses portes à Entzheim, mettant fin à un dispositif lancé en 2022 pour faciliter l'accueil de ces déplacés. Bénéficiant de la protection temporaire internationale ou de la protection subsidiaire, les 180 personnes qui y étaient encore hébergées ont pu être relogées, des places d'hébergement ayant été débloquées par les services de l'État pour les accueillir dans le Bas-Rhin. « Ce dispositif avait été ouvert pour mettre à l'abri, dans l'urgence, les ménages fuyant le conflit, mais sans vocation à devenir pérenne », justifie la préfecture du Bas-Rhin.

Sur la table depuis plusieurs mois, cette fermeture marque un tournant dans l'accueil des réfugiés ukrainiens à Strasbourg. Ne bénéficiant plus d'un accueil spécifique en attendant de pouvoir accéder à de l'intermédiation locative par exemple, ces déplacés sont désormais considérés comme les autres demandeurs d'asile arrivant en France. « Il y avait moins de personnes qui arrivaient, donc cela se comprend qu'il y ait une réduction des dispositifs. Que l'on mette fin au régime spécifique réservé aux Ukrainiens pour rentrer sur du droit commun, c'est une bonne chose. Cela évite des inégalités d'échelle importante », souligne Bruno Fuchs, ancien chef de service du centre d'hébergement d'Entzheim et cadre intermédiaire de l'Arsea. Néanmoins, il regrette que la fermeture se soit faite de « manière très brusque », notamment en raison de restrictions budgétaires. « En théorie, on était censé fermer en douceur au 31 janvier, pas au 31 août », précise-t-il.

« Personne ne nous doit rien »

Arrivée en 2022 à Strasbourg en provenance d'Odessa, Alla Pavlenko, elle, n'a jamais eu besoin de trouver refuge dans l'un de ces centres. Grâce à un message posté sur Facebook, elle et son fils ont été accueillis pendant deux mois par un couple. « Ils ont tout pris en charge et nous ont accompagnés dans les démarches administratives », se souvient-elle avec gratitude. Cette trentenaire confie toutefois connaître « beaucoup de personnes, notamment âgées et des femmes avec de petits enfants, qui en ont eu besoin. Pour elles, c'était vraiment important d'avoir un endroit où aller, quelqu'un à qui poser leurs questions et qui pouvait les aider dans leurs démarches ».

Si elle constate que le soutien de l'État français aux réfugiés ukrainiens « diminue progressivement », Alla Pavlenko ne s'en plaint pas pour autant. « Personne ne nous doit rien, on est déjà reconnaissant de pouvoir travailler, d'avoir une couverture maladie et de bénéficier des aides au logement de la CAF. C'est déjà beaucoup », assure-t-elle. À force de persévérance, et après avoir compris le fonctionnement du système français, elle est parvenue à lancer sa micro-entreprise dans le domaine du massage bien-être à Strasbourg. Une ville où elle a pu se reconstruire, réussissant aujourd'hui à s'y sentir chez elle, même si le souvenir d'Odessa est encore profondément ancré en elle.

Un pied à Strasbourg, l'autre en Ukraine

Les belles rencontres faites depuis son arrivée à Strasbourg ne sont pas non plus étrangères à cette intégration réussie. Pour Alla Pavlenko, qui dit continuer à se sentir accompagnée en France, « le soutien vient surtout des Français eux-mêmes, des citoyens ». Arrivée elle aussi à Strasbourg il y a quatre ans, Oleksandra Marchenko n'en dit pas moins. « Je me sens soutenue par les personnes que j'ai rencontrées ici. Elles m'offrent leur temps, leur énergie, leurs conseils et leur amitié. C'est précieux », explique cette Ukrainienne originaire de Dnipro. Évoquant « un mur de verre », elle confie toutefois ne pas pleinement réussir à se sentir chez elle en Alsace. « Je vis physiquement à Strasbourg, mais mentalement et professionnellement je suis en Ukraine. Je ne suis ni tout à fait ici, ni tout à fait là-bas », glisse celle qui a pris la tête de Nadiyno , une organisation ukrainienne dédiée à la formation et l'information des civils en cybersécurité. La situation en Ukraine, qui « n'a jamais été aussi grave et violente que ces derniers mois », ajoute un peu plus à sa peine à se fondre dans la vie strasbourgeoise. « Les situations que je vis ne sont pas du tout courantes pour ceux qui se sentent chez eux à Strasbourg », livre Oleksandra Marchenko, qui doit renouveler son autorisation de séjour tous les six mois. « Depuis cette année, nous devons payer 100 € à chaque renouvellement », précise-t-elle.

Des inquiétudes avant l'élection présidentielle

À l'approche de l'élection présidentielle française, une autre source d'inquiétude s'insinue dans les pensées des deux Ukrainiennes, nourrie par les récentes déclarations de Marine Le Pen au sujet de l'Ukraine. Si elle est élue en 2027, la candidate du Rassemblement national, qui figure en bonne position dans les sondages , a en effet annoncé qu'elle « maintiendrait durant six mois » le soutien financier de la France à l'Ukraine, mais qu'au-delà il « cesserait », le pays n'en ayant « plus les moyens ».

« Cela ajoute de l'incertitude et du stress. La France a été un formidable soutien », déplore Oleksandra Marchenko. Un sentiment partagé par Alla Pavlenko, qui admet avoir « peur que la France finisse par tourner le dos à l'Ukraine et qu'on se retrouve encore plus seuls face à cette guerre ».